

Les infos

Vendredi 15 Décembre 2017



TRANSFORM TO BLOW UP

Ca ressemble à un mauvais film d'anticipation. Pourtant la réalité semble dépasser la fiction. Il y a quelques années, lorsque sous couvert d'obligations réglementaires, la direction décide de stocker les mails des salariés, de scanner les mails sortants pour y déceler ce qui serait confidentiel et qui justifierait un éventuel licenciement pour faute, la CGT était intervenue pour demander à différencier ce qui relevait de la « mesure de précaution » nécessaire pour se prémunir d'une fuite d'information, de ce qui serait disproportionné et s'apparenterait à une atteinte aux libertés individuelles. Après plusieurs mois de discussions, la CGT, associée au CHSCT de la Tour SG dont elle assure le secrétariat, ont porté l'affaire devant les tribunaux, et ont obtenu un jugement imposant à la direction de négocier un accord délimitant ce qui relève, d'un côté, de l'application des contraintes réglementaires, et de l'autre, des droits imprescriptibles des salariés dans le cadre de leur liberté individuelle. « L'accord DLP », disponible sur notre site, a été étendu depuis à l'ensemble du réseau, qui avait subi le même sort que les centraux (espionnage des mails et autres moyens de communication sur le réseau professionnel). Il n'est plus possible de licencier un salarié qui s'envoie un document de travail par nécessité sur sa boîte personnelle, si ce salarié a pris soin de demander l'accord à son manager ou si, faute de pouvoir l'obtenir, ce salarié l'a mis en copie du mail. Le souci, c'est que l'évolution des technologies rend l'imagination de nos dirigeants invasive. Sachez

que tous vos mails, ex-sametime, skype, sms, sont stockés et scannés. Il en va de même pour vos conversations téléphoniques. L'arrivée de nouveaux logiciels et d'outils « intelligents » a suscité de grandes inquiétudes parmi nos élus aux Dunes qui ont donc légitimement demandé à la direction qu'elle vienne leur présenter les différentes avancées dans le domaine, Osmose et CAST notamment. Ces technologies sont-elles proportionnées au but recherché ? Sont-elles compatibles avec nos libertés individuelles ? Toutes ces questions méritent d'être examinées de près avec les représentants du personnel ... faute de quoi, nous retournerons demander au juge de mettre un point d'arrêt à ces activités dignes de la NSA, mais pas d'un Groupe qui affiche son esprit d'équipe.

SOYONS CAPITALISTES !

... investissons dans le capital humain ! C'est ce qu'a proposé la CGT à la direction de BDDF qui a présenté le 14 décembre aux organisations syndicales sa stratégie à horizon 2020. La réunion avait lieu quelques jours après les rencontres des directeurs à Deauville (cr complet sur nos sites). Le passage de l'organisation actuelle, basée sur 92 Dec polyvalentes vers une nouvelle organisation en 60 « entités » clientèles Pri/Pro et environ 30 centres d'affaires (Cli Com) va générer 730 suppressions de postes (sur les 900 annoncées lors de l'investor day). Au-delà, elle va impacter les conditions de travail et l'évolution professionnelle de l'ensemble des salariés concernés. Les prochaines réunions vont donc devoir traiter des suppressions de postes, mais aussi de la mobilité, de la rémunération, de la reconnaissance salariale, de l'évolution professionnelle, etc. Face aux 2.500 suppressions de postes attendues par la direction, 1.200 salariés seraient en capacité d'opter pour un départ en transition d'activité. Sans cette piste, l'équation pourrait se compliquer et rendre illusoire la promesse de ne pas faire de licenciement contraint. Réponse à la prochaine réunion le 20 décembre.



CGT Société Générale

17, Cours Valmy - Paris La Défense - Tél: 01.42.14.30.68

cgt.sg@wanadoo.fr

Internet: www.cgtsocgen.fr

Intranet : Portail SG, le groupe, Espace syndical, CGT

